

Document

A propos du Parti du Travail Tunisien (PTT)

(<http://www.algerie-focus.com>)



3 mai 2011

Interview exclusive du Président Abdel Jelil Bedoui : le PTT crée son parti travailliste en Tunisie

« Les accords entre Tunisie et l'Europe sont asymétriques et doivent être repensés. »

Un parti politique est né officiellement aujourd'hui mardi 3 mai 2011, en Tunisie. Une conférence de presse aura lieu vendredi à l'hôtel El Mechtel à 16 heures. Le candidat du parti PTT pour la présidence de la République Tunisienne se nomme Abdel Jelil Bedoui.

Universitaire, diplômé en science politique à Grenoble, Jelil Bedoui présente sa thèse d'Etat en économie politique sur l'Etat et les développements économiques, une analyse comparative entre les pays émergents sur les trois continents. Proposé par l'UGTT, il démissionne après une journée, du gouvernement de transition, souhaitant ainsi une rupture totale avec l'ancien régime.

Interview

Algerie-Focus.Com : UGTT va créer un parti travailliste, êtes-vous le président de ce parti ?

Abdel Jelil Bedoui : Je représente le parti qu'un grand nombre de syndicalistes ont pris l'initiative de créer. Le parti du travail Tunisien déborde l'aspect salarial. Il intègre les pêcheurs, les paysans, les intellectuels, etc.... L'aspect unificateur s'étend à tous les horizons sectoriels et professionnels. Le parti que je représente est une émanation de la volonté des syndicalistes.

La constitution adoptée le 1er juin 1959 va être modifiée. Une constituante devant être élue le 24 juillet 2011, que comptez-vous apporter comme changement ?

En principe, une nouvelle constitution devra être pensée. La tâche qui nous incombe est de redéfinir, de délimiter une nouvelle constitution pour fonder une République neuve. L'ancienne a été raccommodée un grand nombre de fois. Le débat reste ouvert.

Que comptez-vous modifier ?

Il s'agit de repenser les responsabilités de toutes les constitutions, les chambres, définir les prérogatives du Président en fonction de l'organisation de la vie politique ; réfléchir la relation entre la religion et l'Etat. Nous avons là une tâche de refondation.

Dans la constitution l'Islam est une religion d'Etat, quel est votre position sur le sujet ?

La Tunisie est une République. L'Arabe est sa langue officielle, et l'Islam sa religion. L'article premier précise que la Tunisie est un Etat libre. Son régime est la République. Il y a une tendance majoritaire à garder cette formulation ? Nous insistons sur la séparation de l'Etat et de la religion.

Que comptez-vous faire concernant les sans-papiers à l'étranger ?

Hocine Bardi est le porte-parole de la Fédération de France de notre parti travailleur. Un collectif se charge de cette question sous sa responsabilité. C'est un sujet sur lequel nous travaillons.

Les accords bilatéraux, signés avec l'Union Européenne, seront-ils amendés, revus ?

Nous exigeons que les accords soient repensés. Actuellement ils sont principalement portés sur les intérêts de l'Europe. Il faut donc mieux les équilibrer pour qu'ils soient moins asymétriques.

Que pensez-vous des centrales nucléaires sous-marines proposées par Areva à la Tunisie de Ben Ali?

Je suis défavorable au nucléaire, hostile au nucléaire. D'autres énergies renouvelables mériteraient d'être développées et approfondies.

Quelle est la place des femmes au sein de votre parti ?

Nous croyons à l'égalité entre les hommes et les femmes. Je suis pour la parité et nous comptons favoriser une participation massive des femmes dans notre parti.

L'UGTT a une réputation assez ambivalente vis-à-vis de l'ancien pouvoir politique, certains journalistes parlent de corruption, êtes-vous de cet avis ?

Rares sont les organisations qui ne sont pas tombées dans ce piège. Il y a dans tous les organismes, des gens capables d'aller très loin pour bénéficier d'alléances. L'UGTT était considéré comme un abri pour tous les mouvements politiques. Ces mouvements lui demandaient de jouer trois rôles contradictoires : un rôle d'expression contestataire, un second de médiateur privilégié avec l'Etat, et en troisième rôle, de défendre les acquis sociaux. Ce n'est pas simple. Il fallait contenter tout le monde. La corruption est ordinaire, mais l'UGTT ne se distingue pas par sa corruption. Ses dirigeants sont très exigeants. Il y a eu des périodes historiques où ce syndicat l'était moins. Nous travaillons vers plus d'autonomie, de transparence, de liberté. Nous voulons que cette organisation soit à la hauteur d'une véritable démocratie. Un dynamisme critique au sein de l'UGTT, une activité intense sur le plan critique est sans cesse à réactualiser.

Pourriez-vous nous dire quelques mots sur votre parcours politique ? Étiez-vous en lien avec le parti de Ben Ali ?

Absolument pas. Je suis un universitaire et un opposant. J'ai été empêché de quitter la Tunisie.

Avez-vous fait de la prison ?

Nombreux de mes amis ont été emprisonnés. J'ai été l'objet d'intimidation et vécu quelques nuits dans leurs geôles. Je suis un opposant universitaire qui garde une certaine humilité.

Avez-vous des expériences associatives ?

Avec des étudiants, nous avons créé un journal que nous avons appelé l'émigré, en 1972. C'est la seule expérience associative. Je garde un très beau souvenir de cette époque. J'ai été conseiller de Habib Bachour, un homme combatif et militant.

Notre parti est dans une volonté de donner un souffle critique et contestataire pour jouer un rôle d'avant-garde.

Interview réalisée par Fadéla Hebbadj

(<http://www.webmanagercenter.com/>)

19 mai 2011

Dans l'un des hôtels de la capitale, le Parti du Travail Tunisien (PTT), émanation politique de l'UGTT, avancement certains observateurs, a annoncé, samedi 14 mai 2011, dans une salle bondée de supporters, de sympathisants et de banderoles, à l'honneur du nouveau-né, son entrée sur la scène publique. Une véritable démonstration de force. Une leçon de mobilisation. Un morceau étourdissant de solidarité. Et un réel désir de séduire. De rassembler. De fédérer. De constituer la force d'appoint d'un bloc républicain et progressiste en gestation dans le pays. Capable, nous déclare un militant enthousiaste, de mordre à belles dents sur un large éventail de l'électorat du centre droit à l'extrême gauche.

Au fait, la conférence de presse s'est muée en un meeting, au grand dam des journalistes, éberlués, interloqués face à une formation politique qui a transformé, l'espace d'une matinée, les couloirs de l'hôtel El Mechtel en une ruche de ferveur. De rencontres. De retrouvailles. Et de réseautages. Car la majorité de l'assistance était constituée de syndicalistes aguerris, des membres de la société civile, des représentants des professions libérales, des militants associatifs, des agitateurs d'idées notoires et d'anciens activistes de gauche, qui affirment, maintenant, avoir abandonné, depuis longtemps, la notion de la dictature du prolétariat pour épouser celle de la collaboration entre les classes sociales. Le refus de l'Etat obèse. La primauté du mérite. La promotion d'une saine concurrence entre les différents acteurs de la vie économique. L'apologie du libéralisme vertueux, qui sous-entend, nous dit Maher Medhaffar, homme d'affaires et membre du bureau politique provisoire du Parti du Travail Tunisien (PTT) chargé de l'information et de l'édition, la lutte contre les ententes, les réseaux d'influence et les concentrations.

«Le peuple tunisien a besoin d'un modèle de société en rupture avec la globalisation sauvage, les choix néolibéraux et le règne d'une économie prédatrice. Afin de promouvoir une nouvelle politique d'aménagement du territoire, de réhabiliter le rôle de l'Etat, d'incruster la durabilité du développement, de favoriser l'économie du savoir, de revitaliser le goût du travail, d'instaurer une réelle décentralisation dans le pays et de développer un modèle alternatif de capitalisme maîtrisé par la puissance publique et fondé sur la culture de l'épargne», déclare, dans son discours de bienvenue, Abdeljalil Bedoui, Coordinateur et porte-parole du PTT, pour qui la démocratie sociale, la solidarité, la justice et les valeurs de l'effort, de la rigueur et de la citoyenneté sont au cœur de la plate-forme de son mouvement.

Figure de proue de la Place Mohammed Ali depuis des années et compagnon de route d'Ali Romdhane, représentant authentique du courant Achouriste au sein de l'UGTT, notre interlocuteur, pour qui toute révolution est un champ magnétique d'exigences sociales, a mis l'accent, tout au long de son intervention, sur la place des patrons dans le parti, dénoncé l'économie spéculative, souhaité la neutralisation de la contradiction «capital-travail», appelé à la révision de certaines orientations de la diplomatie traditionnelle du pays, exhorté l'élite tunisienne à préserver la religion des affres du combat politique et encouragé la jeunesse, dépositaire de toutes les énergies motivationnelles, dit-il, à s'investir encore davantage dans les affaires de la cité. Pour que la Tunisie fasse partie des "mondialisateurs" et non pas des "mondialisés".

A la fin de la conférence de presse, transformée à vrai dire en kermesse, la liesse était perceptible. On se flatte. On se courtise. L'assistance est au comble de la félicité. Tout cela affiche l'ambition de compter. Grâce à une stratégie, nous dit Ali Romdhane, qui voit très loin toutes les forces en puissance, qui s'appuie sur la réalité, dépouillée de ses apparences et affabulations, sur la connaissance du passé et les aspirations du peuple tunisien, inventeur de sa propre espérance, passeur, depuis le 14 janvier 2011, au monde moderne.

24 mai 2011

Entretien conduit par Imededdine Boulaâba

Taxé depuis longtemps de théoricien de l'UGTT, pourfendeur des choix néolibérales, ardent défenseur de l'entreprise citoyenne et connu dans les milieux de la société civile pour son opposition aux ententes, aux concentrations et aux monopoles dans la vie économique et politique du pays, les militants syndicalistes et associatifs tunisiens ont pris l'habitude de rendre souvent visite à Abdeljalil Bedoui, dans les locaux de la centrale syndicale, situés au beau milieu de l'avenue de Carthage, pour recueillir ses augures, disséquer ses silences et ses confidences d'économiste universitaire, dont la vie s'est toujours confondue avec la recherche académique, les rounds des négociations sociales, les joutes de la Place Mohammed Ali, les délibérations avec les pouvoirs publics et le département des études de l'UGTT.

Attentif aux temps, aux hommes et aux signes des temps, Abdeljalil Bedoui, pour qui l'une des tâches centrales de la démocratie politique consiste dans la médiation entre l'héritage du passé, les priorités du présent et les défis de l'avenir, a appelé les Tunisiens, tout au long de la première conférence de presse du Parti du Travail de Tunisie, organisée le 14 mai 2011, à l'hôtel El Mechtel, à dépasser la dictature du court terme, à ré-encastrier l'économie dans la société au lieu de la laisser conduire la société, à restreindre, durant cette période transitoire, la gamme potentiel des conflits entre les différents acteurs de la vie civile, à éviter les abstractions et à prendre conscience des nuages qui s'amoncellent dans le ciel économique du pays.

Pour mieux cerner le programme et les ambitions de ce nouveau né de la scène politique, le porte-parole du Parti du Travail Tunisien (PTT), qui redoute, nous dit-il, les mythes consolateurs, les postures oppositionnelles de principe, les bras de fer verbaux et les réponses technicisées aux problèmes, a bien voulu répondre à nos questions et éclairer nos lecteurs sur les velléités du Parti du Travail Tunisien, son agenda politique et sa feuille de route économique.

WMC: Votre parti est finalement lancé, la réalisation d'un vieux rêve en somme?

Abdeljalil Bedoui: Le Parti du Travail Tunisien est constitué de syndicalistes indépendants, d'avocats, de médecins, d'étudiants, d'un grand nombre d'universitaires et d'éminents hommes d'affaires, qui ont été rejoint, après la parution du visa dans le journal officiel, par des pêcheurs, des paysans, des ouvriers et de petits artisans, consacrant ainsi un vieux rêve du monde travailliste tunisien des années cinquante, quand la centrale syndicale, sous la férule de son secrétaire général de l'époque, Ahmed Ben Salah, aspirait à la création d'une entité politique populaire, capable de porter un projet social-démocrate, égalitariste et tourné résolument vers la modernité et le progrès.

Vous êtes donc une simple émanation de l'UGTT?

Pas du tout. Et je m'inscris en faux contre ces allégations. Nous sommes plutôt l'émanation d'une volonté collective liée au souhait de plusieurs syndicalistes indépendants, de sensibilités différentes, qui ont décidé d'avoir une expression politique. Afin de participer au débat en cours dans le pays. De traduire les principes de la révolution de la dignité en termes de valeurs culturelles. De programmes économiques. De justice sociale.

Croyez-vous, au sein du parti, à la lutte des classes?

Nous croyons à la diversité des intérêts et à l'existence des conflits sociaux. Car cela fait partie de la vie. De la réalité. Cela dit, notre parti entend renforcer les aspects de coopération, d'ententes et de consensus entre les acteurs de la vie économique et social du pays. Il s'agit finalement de ne pas défendre des situations économiques périmées, mais aider en permanence les différents acteurs des rapports de production à s'adapter (formation, soutien, mise en confiance...) et à profiter des aspects créateurs de la mondialisation. Le temps du capitalisme débridé est révolu. Il faut plutôt laisser se développer et prospérer les forces du marché mais dans des limites clairement définies. A l'abri de la nébuleuse des agents d'influence, des cartels et des lobbyistes organisés.

Quelle place accordez-vous à l'initiative privée?

Actuellement, des PME disparaissent en Tunisie, sans fleurs ni couronnes. En raison d'une conjoncture post-révolutionnaire, marquée du sceau de la surenchère et de l'irresponsabilité. Le Parti du Travail Tunisien appelle au respect de tous les partenaires sociaux, à la sanctuarisation de l'initiative privée et à l'apparition d'une nouvelle forme active de patriotisme économique. Car pour réaliser un programme économique et social ambitieux, capable d'améliorer les équilibres entre les régions et d'atténuer la paupérisation ambiante, il faut réhabiliter le rôle de l'Etat, mettre l'accent sur les emplois de demain et développer des relations contractuelles et de coopération entre la puissance publique, les collectivités locales, les représentants de la société civile et le secteur privé.

Le pays a besoin de rompre avec la démarche dichotomique et exclusive, fondée sur «le tout marché» ou «le tout Etat». Car ni la compétition, ni la politique, ni l'histoire ne sont finies. Au contraire, avec le printemps arabe, les plaques tectoniques de la géopolitique, de la géo-économie et de la géo-écologie se sont remises en mouvement, et ces réajustements ne se feront pas sans mal.

Les IDE sont-ils les bienvenus dans votre programme?

Nous sommes favorables à l'appel des capitaux étrangers qui s'inscrivent dans nos stratégies et priorités. Le Parti du Travail Tunisien (PTT) entend orienter les investissements nationaux et internationaux vers les projets productifs à haute valeur ajoutée, la création de pôles de développement régionaux, la conversion écologique de l'économie, le renforcement de la croissance verte et la promotion de sites technologiques innovants, dans le respect des lois du pays sur le plan fiscal et social.

Bref, notre devise sera un partenariat gagnant-gagnant avec des relations équilibrées avec nos partenaires étrangers. Afin de faire de la Tunisie le pôle des éco-industries du sud de la Méditerranée et non pas le paradis des «cost-killers», ces briscards de la mondialisation, qui font la chasse aux coûts.

Quels sont les partis politiques qui vous sont proches sur le plan des valeurs?

Chaque parti politique est détenteur d'une parcelle de l'intérêt général. Nous nous sentons proches des gens respectueux de l'éthique, de la modernité, de l'alternance, de la liberté d'expression et des positions médianes, pragmatiques, liées au souci de la réforme permanente. Car, comme disait Malraux, la réforme, c'est la vie. Et il faut réformer pour suivre la vie.

In fine, la Tunisie connaît un vrai tournant de civilisation et le PTT est dépositaire, à cette heure cruciale que vit notre peuple, d'une nouvelle politique de solidarité, dont le modèle n'est ni celui où la performance écrase la solidarité ni celui où l'assistance inhibe le désir d'entreprendre, mais celui où l'équité préside à une société moins inhumaine.